

## Jean-Baptiste André Godin à Guillaume Ernest Cresson, 1er août 1874

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

2 Fichier(s)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (15)

Collation 2 p. (248r, 249v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Guillaume Ernest Cresson, 1er août 1874, Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris, FG 15 (15)

Consulté le 25/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/47870>

Copier

### Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [1er août 1874](#)

Lieu de rédaction 28, rue des Réservoirs, Versailles (Yvelines)

Destinataire [Cresson, Guillaume Ernest \(1824-1902\)](#)

Lieu de destination 41, rue du Sentier, Paris

### Description

Résumé Godin annonce à Cresson qu'il ne peut plus échapper au procès qu'on lui fait sur les écoles du Familistère, que ni Bouton, directeur de l'Instruction primaire, ni le ministre ne lui proposent une solution définitive, et qu'il ne compte pas que le

préfet arrête les poursuites. Le ministre de l'Instruction renvoie la question des poursuites au ministre de la Justice, qui la renvoie au préfet, qui la renvoie au procureur de la République. Godin explique à Cresson que Jules Simon a demandé un récit détaillé de l'affaire dont il faut faire ressortir le caractère politique, et qu'un journal de l'Aisne a déjà publié un article sur le sujet. Godin demande à Cresson son avis sur la place à donner à la presse dans cette affaire car il entend lui donner de la publicité pour défendre sa cause et la cause républicaine. Dans le post-scriptum, Godin informe Cresson qu'il part pour Guise et que le ministre de la Justice a écrit au tribunal de Vervins pour remettre l'affaire à quinzaine ; Godin émet l'hypothèse d'aller rendre visite au président du tribunal de Vervins, « un homme intelligent, et peut-être le moins mal disposé pour moi au tribunal de Vervins ».

SupportLa copie de la lettre utilise le papier du registre orienté dans le format paysage ; le texte est copié sur deux colonnes, chacune correspondant à une page de la lettre.

## Mots-clés

[Éducation](#), [Familistère](#), [Idées politiques](#), [Périodiques](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Bouton \[monsieur\]](#)
- [Cumont, Arthur de \(1818-1902\)](#)
- [Simon, Jules \(1814-1896\)](#)
- [Tailhand, Adrien \(1810-1889\)](#)

Lieux cités

- [Guise \(Aisne\)](#)
- [Vervins \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 07/07/2023

Dernière modification le 04/10/2023

---

à M. de Montigny

Cher Monsieur de Montigny,

Je ne puis échapper au  
procès qui m'est fait & j'ai  
consequemment causé avec  
M. Boutan, Directeur de  
l'Instruction primaire qui  
pas plus que le Ministre,  
ne peut que donner de  
solutions définitives. Je  
m'a promis d'écrire au  
Préfet, mais il n'y a  
pas à compter, je pense,  
que le préfet arrête les  
poursuites.

Le Ministre de l'Instruc-  
tion publique dit que ce  
n'est pas lui que cela  
regarde, le Ministre de  
la Justice s'en remet au

Préfet, c'est-à-dire sans doute  
au procureur de la Soe-  
tée. On a voulu une  
grande procédure, et l'on  
sait que c'est la dernière.  
M. Simon m'a demandé  
de lui faire une narration  
des faits qui se rapportent  
à cette affaire, c'est un  
procès politique, il faudrait  
voir par quel moyen on  
pourra lui donner la  
couleur politique la  
plus utile à la situation.

Déjà un article a paru  
à ce sujet dans un journal  
du département de l'Orne, il  
me faudra notre avis sur la  
part qui il y aura à faire  
à la presse dans cette  
affaire.



Pour que ce procès ne  
tourne pas contre moi et  
contre la cause républicaine,  
la publicité doit lui être  
nécessaire, il faudra donc  
que j'en entende avec les  
journaux, mais je voudrais  
se la faire qu'après m'en  
être entendu avec vous.

Je vous salue bien cordia-  
lement.

Lucien

L'affaire soit renvoyée à  
quatre jours, il est utile  
que nous nous disiez ce  
que j'ai à faire de  
mon côté. J'aurais  
presque envie d'aller  
rendre une visite au  
président du Tribunal de  
Nervins qui est un  
homme intelligent, et  
peut être le faire mal  
disposer pour moi, au  
Tribunal de Nervins.

P.S. Je pars pour Guise  
où vous devez me  
répondre.

J'oubliais de vous dire que  
le Ministre de la Justice  
m'ayant promis d'écrire  
à Nervins pour que